

Sommaire :

Editorial

Politique :

Hollande et ses initiés.....page 2

Vers un blocage institutionnel..page 3

Economie :

Primes ministérielles et déprime populaire.....page 4

Les sukuks et la charia à l'assaut de l'Occident.....page 5

Histoire :

Noël 1792, dans la Tour du Templepage 6

Social :

Florange : Quand la république trahit les travailleurs.....page 7 et 8

Le livre du Mois



Vexatio aperit intellectum !

L'année 2012 aura été pour notre journal une année particulière, partagée entre le deuil de notre rédacteur en chef et ami, Mr Jean-Richard d'Amphernet, et la belle augmentation de notre audience, notre journal touchant aujourd'hui directement près d'un millier de personnes par mois. Faut-il voir dans cet attrait sans cesse renforcé l'application de l'adage latin **Vexatio aperit intellectum** (« les coups ouvrent l'esprit ») ? L'optimisme et l'espérance doivent nous le faire croire.

Car si notre journal voit l'avenir sous de magnifiques augures, la France ne peut à l'évidence pas en dire autant. Politiquement meurtrie sous les coups des inepties socialistes, notre Nation semble bien devoir jouer son avenir social lors du dimanche 13 janvier à Paris, journée fondamentale où devra resplendir l'attachement populaire pour la famille nucléaire, la défense même du Droit Naturel et du Bon Sens face aux dérives idéologiques du Droit Positif.

Mais si les français ont pu se mobiliser pour protéger la famille, d'autres inquiétudes peuvent être légitimement suscitées par l'incompétence quasi-patentée de l'actuel gouvernement sur les sujets économiques.

Florange n'est à l'évidence que la partie émergée de l'iceberg, chaque jour semblant devoir apporter son lot d'emplois détruits : Motorola, Virtuose, Texas Instruments et tant d'autres. Et face à ces plans de licenciements en série, la seule réponse socialiste semble devoir être une augmentation de taxes et davantage de pression fiscale.

Les coups ouvrent assurément l'esprit : les français, allant d'une déception sarkozyste à une déception socialiste, n'ont plus aucune confiance dans le système actuel. L'année 2013 doit donc apparaître comme l'occasion de faire davantage entendre la proposition royaliste dans les cœurs français.

Toute l'équipe de Prospectives Royalistes de l'Ouest vous souhaite donc une excellente année 2013, pleine de courage pour les nombreux combats politiques qui s'annonce, et notamment pour la défense de la famille en Janvier.

Hollande et son entourage d'initiés...

« *Jamais je n'aurais pensé que les francs-maçons étaient aussi puissants !* » Cette citation de Jean-Pierre Raffarin, lorsqu'il était premier ministre, ne saurait être plus d'actualité que sous l'actuel gouvernement Hollande. Il y a quelques mois déjà, une journaliste du Point, Sophie Coignard, publiait l'ouvrage *Un Etat dans l'Etat*, démontrant pendant près de 340 pages les trop nombreuses accointances entre les hommes politiques et les loges maçonniques. Aujourd'hui, c'est au tour du Figaro de s'y exercer en publiant en ce mois de décembre un dossier complet sur la nouvelle puissance maçonnique au sein du gouvernement Hollande.



Si l'hypoprésident n'a assurément pas suivi les pas maçonniques de son prédécesseur chiraquien, l'avènement socialiste à la tête de la république marque donc le retour en force de la puissance maçonnique, et particulièrement du Grand Orient, celui-ci ayant particulièrement du mal à masquer ses penchants à gauche. Le nombre d'initiés gravitant autour de la sphère gouvernementale parle de lui-même : de Jean-Yves Le Drian (Défense) à Jérôme Cahuzac (Budget) en passant par Victorin Lurel (Outre-Mer) ou Christophe Chantepy, le directeur de cabinet du Premier Ministre Ayrault, pour n'en citer qu'une poignée.

Comme le confie au Figaro l'ancien ministre socialiste de l'Emploi et frère du GO, Jean le Garrec : « **C'est vrai, nous reprenons un peu d'air** »... impression que conforte Philippe Guglielmi, ancien grand maître du GO : « *Nous avons loupé pas mal de rendez-vous ces dernières années, sur les thèmes de la laïcité et de la lutte contre l'extrême droite, il est temps de réagir* ».

Si le temps où le Grand Maître du GO donnait lui-même ses consignes aux ministres Mitterrandiens semble révolu, celui d'aujourd'hui préfigure un renforcement croissant de la puissance des loges, l'impartialité et le courage politique de l'hypoprésident brillant littéralement par leur absence.

Et c'est bien là que le bât blesse : l'accentuation graduelle du poids maçonnique dans la politique du gouvernement socialiste ne peut qu'entraîner de dramatiques et dangereuses réformes, notamment au niveau social. **Totalitarisme humaniste, chantre de l'hédonisme destructeur et de l'atomisation individualiste, la Franc-maçonnerie ne cesse de renforcer sa prépondérance politique** et ce n'est qu'une question de temps pour que l'axiome gouvernemental ne se calque parfaitement sur la ligne directrice des loges.

C'est cette hégémonie maçonnique qu'il faut absolument combattre, pour le salut de notre Patrie et de ses valeurs. L'anathème complotiste – si pratique pour les petits esprits – veillera à la préservation de cette toute-puissance idéologique et nihiliste : à nous, conservateurs sociaux, de redoubler d'efforts et d'arguments afin de protéger ce qui nous est cher, de préserver ces repères sociaux essentiels que sont le mariage et la famille nucléaire.

« *Si la franc-maçonnerie était jadis un esprit, d'ailleurs absurde, une pensée, d'ailleurs erronée, une propagande, d'ailleurs funeste, pour un corps d'idées désintéressées ; n'est aujourd'hui plus animé ni soutenu que par la communauté des ambitions grégaires et des appétits individuels.* »

Charles Maurras

Vers un blocage institutionnel ?



« Dans cette période de crise, la France ne peut se payer le luxe d'un blocage institutionnel ».

Aucun français n'a oublié cette phrase de Jean Marc Ayrault, alors fraîchement nommé Premier Ministre. Or, depuis l'avènement socialiste du 6 Mai 2012, les nombreuses déconfitures gouvernementales face aux récurrents retoquages parlementaires n'ont eu de cesse de renforcer, doucement mais sûrement, cette conjecture...

S'il ne fallait parler que de politiques économiques, les revers sont déjà fort nombreux : rejet sénatorial de la tarification progressive de l'énergie le 23 Octobre 2012, du projet de loi de financement de la sécurité sociale le Jeudi 15 Novembre, du projet de loi de finances rectificatives (PLFR) le Vendredi 15 Décembre, etc... Et leur nombre ne cesse de croître, les sénateurs écologistes ayant récemment rejoint leurs homologues communistes (CRC) lors du rejet du PLFR : à l'évidence, le Front Hollandiste s'effrite jour après jour et, à peine 6 mois après son élection, les projets gouvernementaux ne fédèrent absolument plus.

Comme disait Jean Claude Gaudin il y a quelques semaines : *« Après la censure de la loi sur le logement par le Conseil constitutionnel [...], le rejet du texte énergie au Sénat [...], le naufrage législatif du gouvernement se poursuit, se heurtant aux écueils de sa majorité profondément divisée. »*

Aujourd'hui, ce profond rejet de la politique gouvernementale ne s'exprime qu'au Sénat, ce qui, selon le constitutionnaliste Guy Carcassonne, *« n'est évidemment pas plaisant pour le gouvernement, mais, institutionnellement, cela n'a aucune gravité. Le gouvernement peut parfaitement se passer de l'accord du Sénat »*. Il ne faudra plus que quelques mois pour que ce désaccord parlementaire ne se passe également à l'Assemblée Nationale : déjà, les députés Front de Gauche avaient voté contre l'amendement du crédit d'impôt pour les entreprises du PLFR, les députés EELV s'étant abstenus.

De nombreux politologues s'essayeront assurément dans la définition des raisons qui mènent vers cet inéluctable blocage institutionnel : l'incompétence, l'idéologie, ou peut-être les deux en même temps. Mais ces raisons, si pertinentes qu'elles puissent apparaître, ne doivent pas oblitérer les intrinsèques défaillances d'un système parlementaire qui, même tempéré par un exécutif fort au sein d'un système mixte (V^orépublique), bloquera toujours le système politique. Comme l'écrivait Maurras : *« Même corrigé par un prince, le parlementarisme apparaîtra toujours comme le régime de la compétition des partis. [...] Les chefs du parlementarisme ne représenteront jamais que des partis, des coteries, des rivalités personnelles, des querelles de clan »*

Jean-Marc Ayrault avait, pour une fois, raison : la France ne peut se payer le luxe d'un blocage institutionnel en cette période de crise systémique. Il n'y a qu'à pousser un peu plus avant la réflexion pour comprendre que ce blocage institutionnel reste intrinsèque au régime républicain, et d'en tirer les conclusions qui s'imposent...

Primes ministérielles et déprime populaire

Austérité. Tabou sous l'ère sarkozyste, réalité tangible dès les premières semaines de 2011 puis leitmotiv politique : les gouvernants ont bien appris la leçon financière donnée par les marchés et, bien plus encore, la pieuvre européenne. Les coupes budgétaires, notamment au sein du Ministère de la Défense et de la Culture, et les restrictions de budgets n'ont eu d'égales que les monumentales hausses des taxes et impôts : 45 milliards d'euros d'impôts supplémentaires sous l'ère Sarkozy, que l'hypoprésident aimerait égaler, voire surpasser.

Or, dans toutes ces rudes cures budgétaires, une promesse socialiste semblait apporter un peu de baume au cœur : celle de baisser de 30% le salaire des membres du gouvernement, actée pour ceux des ministres dans un décret de Mai 2012. Les salaires ministériels allaient donc passer de 11 000 euros à 9 900 euros, indemnités comprises... Mais si ce décret semble bienvenu et « exemplaire », d'autres postes de dépenses largement plus onéreux sont allègrement passés sous silence, dont notamment le budget prime des ministères, financé par la dotation d'indemnités pour sujétion particulière (ISP).

Rien que sur l'année 2012, ce sont plus de 20 millions d'euros de primes qui furent distribués aux quelques 530 collaborateurs du gouvernement socialiste : 13 725 euros par personne au sein du Ministère de Affaires Sociales et de la Santé, 12 000 euros par personne au sein du Ministère de l'Artisanat et du Commerce, etc...

Composé essentiellement d'effectifs de la fonction publique (87.3%) et d'énarques, le corps des collaborateurs n'est pas non plus à plaindre au niveau salaire : entre 3000 et 6000 euros pour chaque conseiller, entre 6000 et 9000 euros pour les directeurs de cabinet. Jointes bien sûr aux formidables reclassements « entre amis » pour certains d'entre eux, notamment par la procédure du « Tour extérieur » qui permet à l'exécutif de recaser ses ouailles au sein de divers corps de contrôle et d'inspection. Ainsi Cécile Fontaine, collaboratrice de Sarkozy, a-t-elle été nommée, tout juste âgée de 40 ans, conseiller maître à la Cour des Comptes contre l'avis de son premier président, Didier Migaud.

L'ensemble bureaucratique ainsi créé laisse entrevoir l'immense poids financier qui pèse littéralement sur les finances françaises. Car si cet exemple peut apparaître ahurissant, il ne reste qu'une aberration au sein d'un système qui en est littéralement pétri : Sénat, Assemblée Nationale, Agences diverses,... **Tant d'excroissances bureaucratiques qui grèvent littéralement le budget national et qui mériteraient, bien plus que l'économie ou les contribuables, une véritable cure d'austérité.**

Chiffres issus du Journal du Net, de Politique.net et du Point



"Rien que sur l'année 2012, ce sont plus de 20 millions d'euros de primes qui furent distribués aux quelques 530 collaborateurs du gouvernement socialiste"

Les sukuks et la finance islamique à l'assaut de l'Occident

L'absence de réponses pertinentes des puissances occidentales face à la crise économique n'a fait qu'appuyer l'importance de système de finances « annexes » et, tout particulièrement, la finance islamique. Réponse « morale » à la dérive capitaliste révélée par la crise des subprimes de 2007, de nombreux pays occidentaux, France et Royaume-Uni en tête, se tournent finalement vers cette solution apparemment sans défauts. Ainsi, selon les prévisions d'Ernst & Young de Décembre 2012, **les actifs des banques islamiques devraient s'élever à plus de 1 800 milliards de dollars en 2013**, soit une envolée de plus de 38.5% depuis 2011. De même, les révolutions arabes ayant porté les islamistes au pouvoir dans la plupart des cas, ceux-ci se sont empressés d'émettre des **sukuks**, ces obligations d'Etat qui ne servent pas d'intérêt et reposent sur des actifs tangibles, notamment en Egypte.



Sur le papier, plusieurs principes fondamentaux de la finance islamique apparaissent en effet intéressants : condamnation de l'usure et de l'intérêt (**Riba**) ou interdiction de la spéculation et des transactions trompeuses (**Gharar**). Mais ces

quelques points, si pertinents qu'ils puissent paraître, ne peuvent excuser l'aveuglement occidental sur les dangers du système de finance islamique.

En premier lieu, l'actuelle adulation de la « moralité » islamique révèle l'inculture de ceux qui s'y adonnent : **les juifs et les chrétiens, bien avant les musulmans, avaient condamné l'usure et l'intérêt**. Dans le Pentateuque de l'Ancien Testament, correspondant à la Torah chez les juifs, le **tarbit** (nom hébreux pour l'usure) y est déjà clairement condamné.

Mais la condamnation la plus vive vient certainement de la religion chrétienne, dans le Nouveau Testament, et notamment dans l'Evangile de Saint Luc. C'est d'ailleurs sur cette base qu'en 1312, les évêques réunis en Concile avaient menacé d'excommunication ceux qui prêtaient à intérêt...

En second lieu, l'application de cette interdiction du **Riba** n'est pas aussi idéale qu'elle puisse paraître. Dans l'histoire, elle fut souvent contournée par des astuces (**hiyal**), dont la plus connue (et utilisée) reste la vente à crédit connue sous le nom de **Mukhatara**, où le bien échangé ne jouait qu'un rôle purement fictif. Très répandue au Moyen Âge, elle scandalise Pascal, fut moquée par Molière dans l'Avare et vivement condamnée par Innocent III par un décret de 1679. Les dérives économiques sont donc rendues possibles grâce à ces procédés, à l'inverse de ce qui est d'habitude présenté.

En dernier lieu, tout le système financier islamique repose sur une stricte application de la charia, avec toutes les conséquences que cette donnée induit. Ainsi peut-on citer le **Haram**, l'interdiction de financement de biens dont la consommation est condamnée par l'Islam : Vin, l'élevage porcin, etc.... Ainsi, l'augmentation du poids de la finance islamique dans l'économie française remettra-t-elle en cause certains pans entiers de notre culture, et notamment le fameux couple saucisson-vin...

La finance islamique n'est donc pas la panacée présentée par les actuels bienpensants mais bien un système économique comme un autre, présentant autant de failles et de dérives possibles qu'un autre. Pire : **elle participe au renforcement de l'hégémonie islamique en terre occidentale par le biais économique, précurseur d'un inéluctable pendant spirituel et, à long terme, politique**. Si la condamnation de l'usure est évidemment bénéfique et saine, il est de bon aloi de rendre à César ce qui appartient à César et de lui reconnaître l'antériorité judéo-chrétienne, antériorité qui ne demande qu'une volonté politique royale pour reprendre toute sa légitimité et son actualité.

Noël 1792, dans une cellule de la Tour du Temple

L'année 1792 aura été une année charnière dans l'Histoire de France. La chute de la Monarchie française, décidée par l'Assemblée Nationale le 10 Août après la prise des Tuileries, ne fit que préfigurer les ténèbres qui allaient s'abattre rapidement sur la France : dès le début du mois de Septembre, des centaines de prêtres et religieux allaient être massacrés par les révolutionnaires. La Terreur commençait.

Et c'est dans cette ambiance sanglante qu'au jour de Noël 1792, dans sa prison de la Tour du Temple, le Roi Louis XVI rédigea son Testament, reflet fidèle d'une âme profondément chrétienne et consciente de l'imminence de la rencontre avec son créateur.

Comme l'écrira Albert Camus dans son ouvrage *l'Homme révolté* : « *Son livre de chevet, au Temple, est l'Imitation de Jésus-Christ. La douceur, la perfection que cet homme, de sensibilité pourtant moyenne, apporte à ses derniers moments, ses remarques indifférentes sur tout ce qui est du monde extérieur et, pour finir, sa brève défaillance sur l'échafaud solitaire, devant ce terrible tambour qui couvrait sa voix, si loin de ce peuple dont il espérait se faire entendre, tout cela laisse imaginer que ce n'est pas Capet qui meurt mais Louis de droit divin, et avec lui, d'une certaine manière, la Chrétienté temporelle.* »

Il est bon aujourd'hui, de relire quelques extraits de ce Testament, si révélateur de la pensée de cet homme qui se prépare à rendre son âme à Dieu : « *Je recommande à mon fils [...] de songer qu'il se doit tout entier au bonheur de ses concitoyens, qu'il ne peut faire le bonheur des peuples qu'en régnant suivant des lois : mais en même temps qu'un roi ne peut les faire respecter, et faire respecter, et faire le bien qui est dans son cœur, Qu'autant qu'il a l'autorité nécessaire ; et qu'autrement étant lié dans ses opérations et n'inspirant point de respect, il est plus nuisible qu'utile.* » Louis-Charles de France n'eut malheureusement pas l'occasion de régner...

Mais à l'heure où les querelles partisans et l'individualisme politique rythment quotidiennement le pouvoir républicain, **ces paroles royales résonnent tout particulièrement : elles soulignent de la plus éclatante manière l'abysse politique entre la politique royale et républicaine, le souci du Bien Commun du Roi face à l'individualisme républicain.**

220 ans après, la relecture du Testament du défunt Roi apporte encore un important éclairage à notre société moderne : exemple d'humilité et d'abnégation, de pardon et de courage, que chaque français devrait garder en son cœur. A nous royalistes, de faire connaître ce texte magnifique aux jeunes générations françaises et rendre ainsi hommage « au Roi-prêtre », comme disait Albert Camus.



La lamentable affaire de Florange est révélatrice des risques et des conséquences d'une mondialisation bien ordonnée quoique l'on en dise (en particulier dans le désarmement du politique face à l'économique – ou prétendu tel...) et fort peu sociale (ce n'est pas son problème, pourrait-on dire ironiquement !), et de l'impuissance, voire pire, d'une République qui, désormais, n'est plus que la gestionnaire zélée et « réaliste » du « désordre établi », selon l'expression d'Emmanuel Mounier, personnaliste chrétien qu'il serait sûrement bon de relire au-delà de ses engagements circonstanciels et, parfois, opportunistes.

En effet, la mondialisation n'est pas que le simple échange apparemment neutre de biens matériels ou virtuels, et la libre circulation de personnes sur toute la planète désormais accessible en tous ses lieux, mais aussi, surtout peut-être, la mise en concurrence des producteurs et, en particulier, des travailleurs, dans la recherche du meilleur profit pour l'industriel ou l'actionnaire de l'entreprise : à ce jeu-là et suivant ses règles qui ne sont guère au bénéfice des faibles ou des « petits », les ouvriers français sont, aujourd'hui, forcément perdants...

Ils sont considérés comme des « privilégiés » (sic !) en termes de rémunération et de protection sociale au regard de leurs collègues chinois, roumains ou indiens, et, de ce fait, si peu compétitifs aux yeux des experts autoproclamés de l'économie, et donc, condamnés à plus ou moins court terme au chômage qui sanctionnerait leur absence de flexibilité et leur coût trop élevé.

Cette mondialisation-là (mais il n'y en a pas d'autre à ce jour !), c'est le moins-disant social maître du jeu et légitimé par cette fameuse « liberté du travail » qui, depuis 1791 en France, empoisonne les rapports sociaux et « opprime les ouvriers », selon l'expression des catholiques sociaux du XIXe siècle qui dénonçaient le libéralisme économique à la base de cette mondialisation comme « *le renard libre dans le poulailler libre* ».

Face à la mondialisation qui est, en fait aussi, une véritable idéologie et non seulement une réalité économique (qui, comme toute réalité, préexiste à sa possible remise en cause et éventuellement « mise au pas »...), la République semble impuissante, et les derniers événements de Florange, socialement dramatiques, le prouvent à l'envi, de façon presque caricaturale même. Impuissante, vraiment ?

Non, soyons juste, pas autant que cela ! M. Montebourg, tout aussi isolé soit-il dans ce gouvernement de M. Ayrault, a montré qu'il n'y avait pas de fatalité mais plutôt des renoncements, voire des reniements qui, il faut le reconnaître, ne sont pas de son fait mais bien de ceux qui l'ont désavoué pour satisfaire aux féodalités financières et économiques mondialisées. L'idée d'une nationalisation temporaire que le ministre du Redressement productif avait émise n'était pas absurde ni irréalisable et aurait, en définitive, coûté moins cher que la crise sociale qui s'annonce et la désindustrialisation qui, elle, est déjà bien là, conquérante et dévastatrice.

La République, aujourd'hui, trahit les travailleurs et, au-delà, le Travail français, s'abandonnant à une mondialisation qui n'est heureuse que pour ceux qui en ont les moyens et en acceptent les principes au détriment des réalités et des enracinements nationaux et sociaux.

Les réalités, ce sont ces hommes de Florange qui, les poings serrés, entendent le Premier ministre s'en remettre à la bonne volonté de M. Mittal, sinistre oiseau de mort et charognard tout à la fois qui rachète les entreprises pour mieux les dépecer sans égard pour ceux qui y travaillent et en vivent. M. Ayrault, mais aussi MM. Moscovici et Sapin, sont de bons petits soldats d'une mondialisation dont ils savent pourtant le

coût pour ce pays et ses ouvriers : mais ils croient en la mondialisation libérale-libertaire comme d'autres (ou eux-mêmes, hier...) croyaient en l'advenue du paradis socialiste en d'autres temps ! Leur foi est plus forte que les cris de colère des sidérurgistes de Florange, plus vive que la douleur des familles sacrifiées sur l'autel de la compétitivité, plus terrible que les larmes de ce syndicaliste furieux de la trahison de ce gouvernement si peu politique de M. Ayrault...

Ce n'est pas de moyens dont manque ce gouvernement mais de courage, d'ambition : l'impression qu'il dégage est celle d'une certaine indifférence à la France, comme si celle-ci était condamnée à n'être plus qu'une pièce du puzzle de la mondialisation entre les mains de financiers et de technocrates qui se voudraient les maîtres d'une « gouvernance » si peu politique.

Ce renoncement de la République à porter une parole originale française dans le monde et face à la « fortune anonyme et vagabonde » (qui, pourtant, n'est pas si anonyme que cela quand elle porte le nom de Mittal), ce n'est que la confirmation de ce que les royalistes français disent, parfois maladroitement mais néanmoins à juste titre : la République ne mérite pas la France et la France mérite mieux que la République...

Jean Philippe Chauvin

Participez au développement de PRO !

Comme vous le savez, Prospectives Royalistes de l'Ouest est un journal gratuit, diffusé sur Internet et notamment par mails. Dès lors, nous ne vous demandons pas de soutien financier, mais bien de participer au développement de ce journal par quelques actions très simples :

- **Envoyez ce journal à vos amis** : très simple, il suffit de nous envoyer à cette adresse (urbvm@hotmail.fr) les adresses de vos amis ou collègues pour qu'ils reçoivent gratuitement et sans engagement notre journal. C'est simple, gratuit et ça aide notre cause royale !

- **Imprimez ce journal et le laissez en évidence dans les endroits publics** : Un peu plus coûteux, mais qu'est-ce que quelques impressions de nos jours ? Diffusez nos idées royalistes, montrez la pertinence de notre pensée par ces quelques articles d'actualité !

- **Partagez le sur les réseaux sociaux** : on ne rappellera jamais assez la puissance des réseaux sociaux, surtout dans la diffusion d'idées "Politiquement Incorrectes" comme les nôtres. Et ce geste ne vous prend qu'une seconde, le temps de dire "j'aime"...

- **Amis webmasters, ce journal est vôtre** : reprenez les articles, diffusez les, partagez les, commentez les. La seule demande que nous vous adressons est de citer notre journal et de mettre en lien la page de téléchargement. Aidez nous à faire entendre la voix royaliste, à l'heure où notre belle Nation française se meurt sous les coups de butoirs de l'individualisme et l'arrivisme républicains.

Et pour que vive la France, Vive le Roi !